

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les impérialismes  
“démocratiques” et  
leurs gouvernements  
ont choisi :  
Ils préfèrent  
Franco

Le 6 Mars la preuve en sera faite

## PROLETARIAT, REVEILLE-TOI !

### Notre devoir

La démission de Marceau Pivert qui occupait, comme on sait, un poste important auprès du gouvernement, doit être considérée comme un des faits les plus symptomatiques indiquant l'inquiétude, pour ne pas dire plus, qui s'est emparée des militants socialistes. Sans doute, les raisons de Marceau Pivert sont-elles approuvées par les masses qui suivent encore Léon Blum, mais qui sont de plus en plus effrayées par les conséquences extérieures de l'expérience du Front populaire. Nous relevons un article de Lagorette, autre militant socialiste, qui, lui aussi, exprime ses craintes et qui accuse le parti communiste d'avoir sciemment provoqué une véritable psychose de guerre lors du pseudo débarquement de troupes allemandes à Mellila. Enfin le Populaire lui-même se plaint de la duplicité du même parti communiste qui présente faussement la décision du gouvernement russe concernant la politique de non-intervention et la surveillance des côtes espagnoles.

Tous ces faits montrent que des réactions saines se produisent contre une politique inspirée du seul souci de l'impérialisme français et qu'on aurait tort de penser qu'on ne peut éléver aucun barrage contre la guerre qui vient. On sait que nous n'avons jamais, dans ce journal, recommandé le désespoir comme vertu révolutionnaire. Ce n'est pas, ainsi que nous comprenons le désespoir et nous pensons que, devant le formidable danger qui nous menace, nous avons autre chose à faire qu'à nous croire les bras en attendant la mort ou à prêcher le débrouillage individuel. Jusqu'à la dernière minute, nous devons tenir bon sans nous abandonner à la tentation d'un pessimisme vraiment trop commode. Il sera temps, dans l'hypothèse où tout serait perdu, de recourir au sauve-qui-peut et de chercher le salut dans les suggestions de l'instinct de conservation.

Mais peut-on penser que tout puisse être perdu ? Au cœur même de la défaite ne peut-on trouver des raisons d'espérer une revanche prochaine ?

LASHORTES.

### Un succès !

Ce sera notre fête du samedi 13 mars à Wagram.

La musique et le chant, la poésie et la comédie trouveront leurs meilleurs interprètes dans les artistes de choix qui prétendent leur concours à cette

#### Soirée de Solidarité

Organisée au profit des miliciens et aussi de notre colonie enfantine.

Les concours qui nous sont promis nous permettent d'annoncer, dès maintenant, que nous pourrons compter sur la présence d'Aimée Mortimer et de Lucioni, de l'Opéra ; de Marie Bell, Balpêtre, Julien Bertheau, de la Comédie-Française ; de Charles Friant, Bourdin, Renée Gilly, de l'Opéra-Comique.

Nos amis Gilles et Danvers amèneront la note fantaisiste ; cependant que Maurice Rostand, Goupiel, René-Paul Groffé, Aimée Morin, Stello, etc., représenteront la poésie et la chanson satirique et révolutionnaire.

Ajoutons enfin que la chorale « La Harmonie » se fera entendre sous la direction d'Armand Nunz.

La semaine prochaine nous publierons d'ailleurs le programme intégral et définitif.

Mais, dès à présent, que chacun s'emploie à assurer le placement du plus grand nombre possible de cartes (7 francs et 4 francs pour les enfants) qu'on peut dès maintenant retirer à notre Centre de ravitaillement, 26, rue de Crussol (11<sup>e</sup>), et au Libertaire, 9, rue de Bondy (10<sup>e</sup>).

### Contre le blocus, tous ce soir au rendez-vous

Les Etats fascistes envoient des armes et des hommes à Franco. Les nations démocratiques affament le prolétariat espagnol par des mesures économiques.

Le Front Unique Capitaliste est réalisé contre la Révolution ibérique !

Il faut que le prolétariat forge son front révolutionnaire, pour sauver ses frères d'outre-Pyrénées. C'est ce soir qu'à l'heure notre meeting, organisé en collaboration avec le Comité pour la Révolution Espagnole et le Comité d'Action Socialiste pour la levée de l'embargo.

Il faut que cet appel soit entendu.

Il n'est pas possible que le peuple de Paris ne fasse pas entendre sa protestation vigoureuse contre la nouvelle trahison du blocus qui étrangle la révolution espagnole.

Le blocus est, en fait, une nouvelle arme mise dans les mains de Franco. C'est un nouveau coup dans le dos des vaillants combattants qui luttent à la fois contre le fascisme et pour l'instauration d'une société à base nouvelle, égalitaire et libertaire.

Le gouvernement de Front populaire, par son inertie d'abord, par ses atermoiements ensuite, et par sa lâcheté enfin devant le chantage des impérialismes « démocratiques » ou fascistes, porte une lourde responsabilité dans cette affaire.

Il ne sera pas dit cependant que cette nouvelle trahison, s'ajoutant, hélas ! à tant d'autres, sera accomplie dans le silence.

Que tous nos amis, que tous nos lecteurs, que tous ceux, innombrables encore, heureusement, à Paris qui ne se résignent pas à cet étranglement de tout un peuple, accourent ce soir à la Mutualité pour entendre notre appel et clamer avec nous leur indignation !

#### LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE.

SOUS L'EGIDE DU COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE, DU COMITÉ POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE, DU COMITÉ D'ACTION SOCIALISTE POUR LA LEVÉE DE L'EMBARQUE

#### PARLERONT CE SOIR A 20 H. 30

Salle de la Mutualité (24, rue Saint-Victor)

ANTONA  
de la C.N.T.-F.A.I.

BUISSON  
Secrétaire de la C.G.T.

CORKIN  
du P.O.U.M.

ZYROMSKI  
du Parti socialiste

R. FREMONT  
de l'Union anarchiste

Marcel FOURIER  
du Comité pour la  
Révolution espagnole

JOSS  
des J.E.U.N.E.S.

HUART  
du Comité  
pour l'Espagne libre

Marcel FOURIER  
du Comité pour la  
Révolution espagnole

RIDEL  
des Jeunesse  
anarchistes

Lucien WEITZ  
de l'Entente  
des Jeunesse socialistes  
de la Seine

Jean ROUS  
du Parti ouvrier  
internationaliste

FERRAT  
de l'Association  
communiste  
révolutionnaire

### Contre l'étranglement de la révolution espagnole

Nota. — Les portes ouvriront à 19 h. 45. Il sera perçu 2 francs de droit d'entrée. Les militants de l.U.A. et de la J.A.C. sont convoqués à la Mutualité à 19 heures pour le service d'ordre.

## La retraite pour les vieux

Peu de gouvernements se sont occupés, à travers l'histoire du prolétariat, des moyens d'existence dont disposaient les vieux travailleurs à la fin de leur vie. Il faut même arriver jusqu'à la Convention pour que soit créé un livre de bienfaisance nationale où étaient inscrits d'office tous les vieux travailleurs indigents à partir de 60 ans.

De si belles dispositions disparurent malheureusement avec la Révolution, et pour longtemps.

La République de 48 mit bien dans la constitution que la Société devait fournir l'assistance aux vieillards. Mais l'assemblée législative refusa l'article qui donnait du pain à ceux qui avaient travaillé à constituer la richesse de cette bourgeoisie dont un des plus sinistres représentants, Thiers, ajoutait dans un discours demeuré célèbre qu'il y avait danger pour l'Etat de subvenir aux moyens d'existence des vieillards.

Ce n'est qu'en 1905 que la III<sup>e</sup> République songea à s'occuper d'eux 300 francs par an et à la condition expresse qu'ils n'aient aucun autre moyen de vivre et à partir de 70 ans seulement.

En 1910, passe la loi sur les retraites ouvrières qui prévoit un versement annuel de 120 francs à l'âge de 60 ans, ce qui, après trente années de versements, fait actuellement avec les bonifications survenues, environ 600 francs.

Quant aux assurances sociales, chacun sait que l'on ne pourra toucher les 4.000 francs de retraite qu'en 1960 ! Et d'ici là, la retraite

Récemment, une proposition de loi demandait pour les travailleurs arrivés à 60 ans une pension qui pourrait être de 3.000 à 3.600 francs avec majoration pour l'épouse. Un contre-projet déposé par l'actuel ministre du Travail et englobant tous les travailleurs ayant atteint l'âge de 65 ans et ne leur accordant qu'une aide moyenne de 3.000 francs, cela ne couvrirait au budget qu'3 milliards par an.

Si l'on songe que le travail mécanique et la vie toujours plus accélérée que nous menons usent les hommes de plus en plus rapidement, que le surcroit de main-d'œuvre occasionné par le chômage ne permet plus à un proléttaire manuel ou intellectuel de chercher un emploi s'il a 50 ans et bien souvent moins. Les projets actuels sont donc encore absolument insuffisants.

Alors que nous voyons chaque jour que dans quelque endroit du monde, l'on jette ou l'on détruit volontairement le produit du travail des hommes, nous voyons aussi un gouvernement socialiste lésiner et atermoyer pour qu'enfin justice soit rendue à ceux qui constitueront par leur travail toutes les richesses dont nous disposons, alors qu'ils devraient avoir le droit naturel de compter sur la collectivité quand ils deviennent dans l'impossibilité d'obtenir par le travail le minimum de ressources indispensables à l'existence.

E. GALET.



ne sera que proportionnelle au nombre d'années de versements, c'est-à-dire entre 600 et 4.000. Il y a encore l'hospice...

### Où allons-nous ?

Pauvre syndicalisme ! Le congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne qui s'est déroulé ces temps derniers, a été tout ce que l'on voudra, sauf un congrès syndicaliste.

Les néo-patriotes du communisme y « maniaient la trique ».

Et les quelques rares délégués qui n'étaient pas dans la ligne, et qui se permettent au nom de leur organisation d'apporter des critiques à la naziaste politique des mosquées, reçoivent en récompense une bordée d'injures de l'équipe d'aboyeurs paténés aux ordres des Thorez et des Gitter.

En un mot : c'était le règne du knout venant en droite ligne du Kremlin...

Les débats eurent lieu sous les plis du drapeau tricolore.

Le « torchon » de Villeneuve-Saint-Georges et de Raon-l'Étape était sur la tribune, marqué pour la circonstance au drapeau rouge des luttes ouvrières. Quelle déchéance !

Et il ne s'est pas trouvé parmi tous ces délégués un homme, mais un vrai ! assez courageux pour relever le défi ?

Arracher la « leque » et la faire « bouffer » à tous — profiteurs et fonctionnaires du syndicalisme — ceux qui s'en sont servis comme « cliché » dans leurs discours de réunion publique pour attiser la haine des prolétaires contre le militarisme et le régime capitaliste que personifie cet empêcheur... Et bien non ! aucune réaction ne s'est produite parmi ces représentants d'un million de syndiqués. La race des iconoclastes a certainement disparu du mouvement ouvrier.

Et pourtant, les gestes symboliques sont plus que jamais de circonstance.

Que nous voilà loin de l'acte des syndicalistes du Chambon-Feugerolles qui un soir d'élection balancèrent par les fenêtres de la mairie les urnes et leur contenu...

Plus nous regardons de près, le syndicalisme électoral et front populaire d'aujourd'hui, plus nous nous sentons éloignés des beaux faits « d'action directe » d'avant-guerre.

Sabotage des retraites militaires : tous les samedis soir, Paris était transformé en champ de bataille.

C'était la belle époque où le syndicalisme éteignait les « lampions » du militarisme.

Aujourd'hui, on les « allume » pour éclairer la route à Blum...

Une autre fois, la C.G.T. décida le sabotage du grand prix de Longchamp en invitant les révolutionnaires parisiens à se porter en masse au champ de course pour faire aboutir certaines de leurs revendications... Aujourd'hui la C.G.T. est à la remorque du gouvernement, et les ouvriers du bâtiment acceptent de faire des heures supplémentaires pour que M. Blum puisse ouvrir « son exposition » le 1<sup>er</sup> mai, c'est une façon très adroite de détourner — une fois de plus — de son véritable but, ce jour de revendications et de révoltes ouvrières. Les organisations du Front Populaire — C.G.T. comprise — refusent de participer à une manifestation de rue en faveur de nos camarades d'Espagne. Mais le 1<sup>er</sup> mai prochain, ils sableront le champ de bataille avec nos dirigeants. Et pour terminer la fête, on dansera à tous les correfours sur les cadavres des victimes du fascisme espagnol.

Ce du syndicalisme ? Pouah !

Allons débout ! En souvenir de tous nos martyrs. Débouz les véritables syndicalistes, débouz les anarchos, et essayons de ramener ce beau mouvement dans la voie qu'il n'aurait jamais dû quitter, celle de la révolution sociale, que nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. essayent de réaliser.

LE MEILLEUR.

### Donnez, donnez pour ces enfants..

La semaine passée, un camion de trois tonnes est parti pour l'Espagne, à destination de notre colonie enfantine, chargé de vêtements et de vivres. Mais il en faudra d'autres, nombreux et réguliers pour ravitailler 200 enfants.

Et nous voulons que ces 200 gosses, que nous avons pris à notre charge, ne manquent de rien ; nous voulons qu'ils aient le nécessaire et aussi le superflu.

Pauvres petits ! Nous ne les gâterons jamais trop, car la douceur dont nous les entourons ne remplace pas la tendre affection de parents qu'ils ne reverront plus.

Le Comité pour l'Espagne libre.

Nota. — Apprenez ou adressez vos dons au Centre de ravitaillement, 26, rue de Crussol, Paris (14<sup>e</sup>). Ce qu'il nous faut de préférence : du lait condensé, du chocolat, du cacao, du sucre, des légumes secs, des vêtements et du linge.

# Pour les huit pages abonnez-vous au libertaire

Dans notre dernier numéro nous avons exposé à nos lecteurs que les difficultés financières dues à l'augmentation des prix d'imprimerie, clicherie et expéditions, nous obligaient à envisager l'augmentation du prix de vente du LIBERTAIRE. Beaucoup de nos lecteurs nous ont écrit à ce sujet. Certains — les plus nombreux — qui estiment cette hausse inévitable nous demandent de porter hardiment le prix à 0 fr. 75 et de faire les 8 pages. D'autres — en moindre nombre — nous conseillent au contraire la prudence et nous demandent même, de ne paraître, si cela était nécessaire que sur quatre pages. Disons tout de suite que nous ne voulons envisager aucune de ces deux solutions extrêmes. Les 8 pages sont déjà trop insuffisantes pour répondre aux nécessités de la propagande. Quant à l'augmentation, elle sera exactement fonction de l'aide que nous recevrons dans les jours immédiats.

Elle peut même être évitée, si tous nos amis le veulent.

Nous l'avons souvent répété : la force d'un journal tient dans le nombre de ses abonnements. Si celui-ci pouvait atteindre les 5.000 et notre vente à la rue les 15.000, non seulement nous pourrions maintenir notre prix à 0 fr. 50, mais encore nous pourrions chaque semaine paraître sur huit pages. C'est donc vers ce but que doit tendre notre effort.

Nous tenons à la disposition des groupes et de nos amis des carnets d'abonnements. Tous doivent comprendre qu'il ne faut pas attendre plus longtemps pour nous en faire la demande. D'autre part, nous préparons une affiche de propagande pour le journal qui sera prête incessamment.

Nous avons tenu samedi dernier une importante réunion des secrétaires et trésoriers de groupes de la région parisienne, pour envisager dans chaque groupe la création de comités de presse, qui auront pour but : 1<sup>o</sup> d'intensifier la vente à la rue ; 2<sup>o</sup> recueillir de nouveaux abonnés, et 3<sup>o</sup> assurer le contrôle de la vente dans les kiosques.

Chacun s'est engagé à faire le maximum. Les résultats ne se feront pas attendre. Mais il faut que cet exemple soit suivi dans toute la France. Il faut que dans chaque groupe soit constitué un comité de presse. Partout, il faut renforcer la vente à la rue, car nous l'oubliions pas, c'est la notre meilleure publicité.

Beaucoup de nos amis nous écrivent pour nous exprimer leur satisfaction de la bonne tenue du journal. Nous tenons à leur dire que nous voulons encore en améliorer sensiblement la tenue. Nous avons déjà exposé à nos lecteurs les améliorations rédactionnelles que nous voulons apporter à notre journal. Chaque mois, nous ferons une page de littérature prolétarienne dont notre ami Poulailler a bien voulu assumer la direction ; une page économique que Daurat rédigera et bientôt nous pourrons annoncer d'autres initiatives de ce genre, mais pour cela IL NOUS FAUT LES HUIT PAGES HEBOOMADAIRES.

Camarades, il ne tient qu'à vous de hâter ces réalisations : Abonnez-vous !... Diffusez le « Libertaire », VOTRE LIBERTAIRE !

## BULLETIN D'ABONNEMENT au LIBERTAIRE

FRANCE ETRANGER

52 Nos .. 22 fr.  
26 Nos .. 11 fr.  
Cheque postal : N. Faucier, Paris 506-03  
9, rue de Bondy (10<sup>e</sup>)  
Téléphone : BOTzars 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... à partir du ..... pour la somme de ..... dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) .....  
Ville .....  
(4) Ecrire très lisiblement.

## Le Gouvernement brésilien menace d'extradition plusieurs réfugiés politiques espagnols et italiens

Nous recevons de San Paolo du Brésil la lettre suivante :

« Comme vous l'aurez en son temps appris, pendant le mois de novembre 1935 se déclencha au Brésil un soulèvement militaire, qui donna prétexte au gouvernement pour déclencher une action répressive et persécutive contre tous les éléments appartenant aux parts d'extrême-gauche. On arrêta plusieurs centaines de militaires dans la capitale et dans tous les Etats du pays qu'ils n'eussent pris aucune part au mouvement, qui était de caractère militaire.

Parmi ces militaires qui sont encore actuellement en prison, plusieurs sont étrangers, italiens ou espagnols, sujets à être extradés directement dans leur pays d'origine.

Les Italiens sont menacés d'être livrés à Mussolini, les Espagnols à Franco.

Il faut agir d'urgence afin d'empêcher que cette menace devienne un fait accompli ; et nous comptons sur votre solidarité, sur la coopération de tous les partis, de tous les syndicats, étant nous-mêmes soumis dans ce pays à la loi martiale qui nous empêche d'agir comme les circonstances l'exigent.

Nous ne sommes même pas en mesure de savoir avec quel prétexte ils seront extradés, ni le jour fixé pour le départ ; mais nous savons que les préparatifs sont en cours.

Nous faisons donc un appel pressant à toute la presse ouvrière, à toutes les organisations, et particulièrement aux travailleurs de la mer, pour dénoncer à l'opinion publique le grave danger qui menace la liberté et la vie de plusieurs militants ouvriers et pour prendre toutes les mesures utiles à empêcher qu'ils soient livrés à leurs bourreaux.

Nous sommes sûrs que vous ne manquerez pas, en cette pénible circonstance non plus, de donner la manifestation de solidarité fraternelle que s'impose pour sauver la vie et la liberté de ces camarades. »

Le Comité de Défense Sociale de São Paulo (Brésil)

## Fancellà va être jugé !

En premier lieu les grèves, ensuite les événements, ne désinécesseront pas le sort de notre camarade Fancellà et pourtant il est indispensable d'assurer la défense de notre camarade, il faut l'arracher à la prison, mais pour ce faire, il faut de l'argent et hélas ! notre caisse est presque vide et les dépenses en perspective se montent par des milliers et des milliers de francs. C'est donc un véritable S.O.S. que le Comité de Défense Sociale adresse à tous les camarades, car le camarade Fancellà a été transféré à la prison d'Aix et le jour de son transfert au banc des accusés approche.

Le Comité de Défense Sociale estime qu'il est de notre devoir à nous anarchistes, d'aider le dit Comité dans sa tâche, on espère que le présent appel sera entendu par tous les hommes de bonne volonté et que les camarades déjà débordés par des multiples besognes, ne se refuseront pas à tenir un plus grand effort, car de cet effort dépend le sort d'un de nos meilleurs camarades.

LE COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE.  
(Adresser les fonds au camarade L. Brégia, no. 59, Cité des Chartreux, Marseille).

G. LACARDE.

## Tenez parole : Sauvez Eliacin Vézian

J'ai eu entre les mains, par l'intermédiaire d'un ami à qui elles furent adressées, quelques-unes des lettres qu'Eliacin Vézian écrit de St-Laurent du Maroni. Tous les lecteurs du Libertaire connaissent le cas dramatique d'Eliacin Vézian, jeune anarchiste qui appela sur le front dès 1914, mit à profit sa première permission pour passer la frontière et s'enfuir à Barcelone, où il écrit des articles pacifistes dans un journal de là-bas. Son activité antimilitariste fut telle qu'elle inquiéta l'Etat-Major, lequel dépêcha auprès de lui deux de ses membres du contre-espionnage. Ces mouchards employèrent le procédé classique, c'est-à-dire qu'ils entrèrent en relation d'amitié avec Vézian, puis l'entraînèrent sous prétexte d'une promenade à proximité de la frontière d'où on le passa de force en territoire français. Le conseil de guerre le condamna à la peine de mort, sous l'inculpation de désertion et intelligence avec l'ennemi (?) La Cour militaire de Toulouse revisa le procès et commua cette peine en celle des travaux forcés à perpétuité. Aujourd'hui, en raison de sa bonne conduite, Eliacin Vézian a bénéficié de réductions de peine et son bagne est terminé. Mais en vertu des lois iniques du doublage, il est relégué à Cayenne ou la société le contraint à vivre, jusqu'à la fin de ses jours. Car, depuis les campagnes qui ont été faites par les journalistes chacun sait que le sort des réfugiés est tragique. Ils sont livrés au pire des servages, les employeurs profitant de leur situation pour les exploiter honteusement. Le travail est rare, le climat insalubre et la vie chère. Malheur à qui ne se course pas devant le patronat insolent et ne manifeste pas assez clairement sa servilité, car celui-là se voit condamné à l'agonie lente et douloureuse, loin de tout secours et de tout confort. C'est le destin du réfractaire Eliacin Vézian.

Seules lettres sont déchirantes, dans leur simplicité. Chacune d'elle est un appel. Mais aucune n'est empreinte d'un reniement quelconque de ses idées, ni même d'une lassitude de la lutte. Condamné au bagne parce qu'anarchiste, Eliacin Vézian s'il en sort, restera toujours anarchiste. Et c'est parce qu'il est toujours animé de cet esprit libertaire qu'il ne se décourage pas et qu'il ne semble point surpris de l'abandon d'anciens amis qui, tel le député Marty, partagèrent un moment ses vicissitudes et après lui avoir juré leur appui, le laissent aujourd'hui à sa triste destinée.

« Au sujet de l'amnistie, je ne suis pas autrement étonné de l'attitude du nouveau gouvernement de Front Populaire, écrit-il. Promettre est une chose, tenir en est une autre. Je crois d'ailleurs t'avoir dit dans une précédente lettre que probablement, tout le mouvement de générosité du gouvernement se bornerait à faire sortir des prisons quelques personnalités bien en vue. C'est un intérêt politique qui commandera leur élargissement. »

Il faudrait que chaque proléttaire, reconnaissant au Front Populaire des quelques réformes qu'il accomplit sous la pression des travailleurs, puisse méditer cette correspondance. Il faudrait que M. Marius Moutet (socialiste S.F.I.O.) qui supprime le bagne pour le remplacer d'ailleurs par la réclusion, s'intéresse au sort des libérés qui en Guyane sont la proie des plus féroces exploiteurs.

Il faudrait que M. Léon Blum, qui politiquement ne nous intéresse pas, car nous savons son action réformiste inexistante, mais qui est, paraît-il, homme de cœur dans l'intimité, manifeste un peu sa générosité. Qu'il se souvienne qu'en lendemain de l'agression dont il fut victime, un million de travailleurs étaient dans la rue pour lui témoigner leur sympathie. Pas un parmi ce million d'hommes ne dépasserait M. Léon Blum s'il grâciait Eliacin Vézian. Car quelles que soient nos divergences dans les moyens à employer ou dans les chemins à prendre, quelles que précises chez les uns et nébuleuses chez les autres paraissent les aspirations recherchées, il n'en est pas moins que ces prolétaires entraînés différemment par des intérêts politiques qui ne sont pas les leurs ont au cœur un même désir : celui de voir la paix triomphante et le militarisme écrasé.

Il serait bon que ceux qui ont pipé les suffrages des ouvriers se souviennent que ceux-ci, s'ils sont encore trop naïfs et trop crédulistes à notre gré, n'ont néanmoins pas mis leur tête des représentants socialistes pour que ceux-ci échappent au chantage des fascistes, des possédants et des militaires ; qu'au fond le peuple si confiant qu'il soit, n'est pas si fort pour accepter que l'action antimilitariste de M. Blum se limite aux discours prononcés en tenue de soirée à l'American Club : que l'ouvrier se connaît assez en diplomatie et en politique pour comprendre qu'un discours, c'est plus long à écrire et à psalmodier qu'une grâce à signer et que le deuxième est plus probant ; enfin que si l'on craint qu'en libérant les insoumis et les révolutionnaires la population de la Guyane se trouve diminuée, on peut procéder par permutation ; le peuple étant résistante au ramenage ceux qui refusent la guerre et qu'envoient au bagne ceux qui la veulent ; nous voyons très bien Eliacin Vézian, soldat de la paix remplacé à la relégation perpétuelle par Schneider, par le général Weygand ou même par l'infâme Daladier ; trois parmi beaucoup d'autres qui contribuent à maintenir en France la dictature de l'Etat-Major.

Comprendons-nous bien. Nous ne demandons pas au Front Populaire de tenir parole, n'ayant jamais eu, nous anarchistes, aucune confiance aux élus. Nous demandons au peuple d'exiger de ses chefs qu'ils réalisent leurs promesses. Nous avons prédit en temps voulu aux prolétaires qu'ils seraient trompés, qu'on ne voterait pas l'amnistie totale. Nous voilà aujourd'hui devant le fait.

Aux ouvriers, aux travailleurs, aux libéraux d'imposer leur volonté. Sinon nous serons contraints dorénavant d'englober dans le même lot les matres et les veuves et de leur crier quand ils se prétendent encore généreux et révolutionnaires : « Menteurs, menteurs, menteurs !

MAURICE DOUTREAUX



## MANSUETE EVANGELIQUE

Dans sa rubrique datée du 24 février, « Paris-Soir », ce journal a posé à l'abbé Léonard, 160, rue du Faubourg-Saint-Honoré, la question suivante : « A quoi, si vous étiez juré, auriez-vous condamné Soclay ?

La réponse de ce prêtre fut la suivante : « Vous pensez bien, on n'avait pas de raisons d'accorder les circonstances atténuantes. Les jurés se sont trompés. Comme ceux de Chauvin, j'aurais condamné à mort. » Réponse spontanée à une question posée à brûle-pourpoint. Cri du cœur.

Et voilà ce que sont les représentants du Dieu de bonté, les fils spirituels de ce Dieu infiniment aimable, et dispensateur de pardon à tous les pécheurs !

• • •

## CALOMNIEZ...

L'Avant-Garde qui versait des pleurs amers sur la mort de Roger Salengro, victime de la calomnie, stigmatise chaque semaine — et avec raison d'ailleurs — l'atmosphère de Gringoire « La feuille infâme ». A bas la calomnie... Cependant les militants révolutionnaires qui n'ont pas encore compris et ne peuvent approuver la politique de réarmement du capitalisme français ne sont pas méfiés dans l'A.G. et les moyens employés pour les combattre ressemblent à s'y méprendre à de l'Henri Béraud ou à du Jacques Sadoul.

Fred Zeller, membre des Jeunes Socialistes Révolutionnaires est à l'heure actuelle l'objet d'une de ses odieuses campagnes.

Le Libertaire qui tant de fois a été victime de la calomnie ne peut pas ne pas protester contre de telles manœuvres qui déshonorent un journal.

De plus nos camarades de la J.A.C. qui ne sont pas toujours d'accord avec Zeller et les J.S.R. nous prient de dire qu'ils se solidarisent entièrement avec lui devant les basses attaques dont use à son égard l'ex-journal communiste.

• • •

## TOUS A L'OEUVRE

On se préoccupe beaucoup, paraît-il, au Grand conseil fasciste, de la dénatalité en Italie. On envisage de prendre des mesures draconiennes contre les ménages qui n'ont pas quatre enfants.

En sus d'augmentation des impôts, on suppose purement et simplement l'héritage qui va directement à l'Etat.

Les vues du fascisme sont donc la bien réalisées, et la coordination est parfaite ; ceux qui font des enfants fournissent les soldats et les autres l'argent pour augmenter l'armement.

En avant donc pour la grande Italie.

• • •

## NOIR ET BLANC

Il Merlo, hebdomadaire italien fasciste de Paris, qu'il ne faut pas prendre pour le Merle Blanc, avec qui il est très mal, fait de l'esprit en répondant à un rédacteur en chef ayant exprimé l'idée d'aller s'établir à Rome, lui Front populaire, puisque ce vilain Merle noir fasciste vient paraître à Paris : l'Italien lui dit, finement, que Mussolini le fera coiffer si son easier judiciaire, comme il le croit, n'est pas une blancheur éclatante...

Il est bien de notre époque, n'est-ce pas, qu'un chef de bandits, un salaud, un homme sans honneur, impitoyable et lâche, un bourreau sanglant comme le dictateur italien, n'accepte pas la promiscuité d'un homme qui, à un jour peut-être, au cours de sa vie, commis un peccadille ...

• • •

## FAITS COMME DES RATS

A propos de l'Angola et du Rio Tinto, nous signalons, l'autre semaine dans un écho, l'attitude toujours louche de l'Angleterre, derrière le Portugal.

Voici ce pays à double-face, et, au fond, pro-fasciste (pro-fasciste pour les autres peuples) sur la fin de son travail de taupe et près d'en recueillir les fruits souterrains... puisqu'il s'agit surtout des minerais de cuivre : la surveillance des côtes et des frontières portugaises est confiée à des... Portugais, doublés de Britanniques, ceux-ci, naturellement, triés sur le volet.

Sur cette frontière, les malheureux antifascistes espagnols seront faits comme des rats, tandis que la notre restera honnêtement et hypocritement.

• • •

## LES BONNES LECTURES

Chacun sait que le feuilleton servit à lancer les grands journaux, jadis. De nos jours, ils sont encore très en faveur. Voici quelques lignes extraites d'un roman qui paraît dans un de nos grands journaux français (numéro du 26 février 37).

« Deux jours après, c'était chose faite et nous possédions un moteur. Que le général Silva trouve ici l'expression de ma reconnaiss-

sance ! Du reste, grand ami de la France, c'est sous son impulsion qui n'a pas été des moindres que le Brésil est entré en guerre à nos côtés. Pourquoi faut-il que le gouvernement français, trop oublieux ou trop négligent, ne lui ait donné aucun témoignage de sa reconnaissance ? On ne lui a même pas décerné la Légion d'honneur, et cette ingratitude est fort pénible aux Brésiliens... Pourquoi la France, le berceau de la latinité, cette grande nation qui rayonne, etc. »

Pas mal, n'est-ce pas ? Peut-être penserez-vous qu'on lit ça dans l'Echo de Paris ? Vérifiez vous-même. Ces lignes sont extraits d'un roman-feuilleton, La Croisière Rouge, qui paraît dans l'Humanité, « journal de défense de la classe ouvrière ».

• • •

## ENCORE CES ANARCHISTES !...

L'Humanité (toujours !) attire par de gros caractères l'attention de ses lecteurs sur un cas médical assez rare : Un garçon de quinze ans avait des dents, des os et des cheveux dans l'abdomen !

L'Humanité a interviewé sur ce cas le chirurgien qui opéra le jeune homme, le Dr. Lesniene, lequel déclara au journal du parti communiste : « Ce phénomène doit être considéré comme un accident de la vie embryologique soumise à une poussée anarchique. » De leur côté, les journaux de droite sont plutôt éclatés à voir là un méfait de l'alliance judéo-maçonnique.

• • •

## RECTIFICATION

<p

## UNE INTERVIEW

**Avec gaston Leval...****La défaite du fascisme conditionne le relèvement de la situation économique de l'Espagne.**

C'est avec un vif plaisir, qu'après de nombreuses années de séparation, j'ai rencontré à Barcelone, l'ami Gaston Leval.

Tout de suite, nous évoquons de vieux souvenirs : notre première rencontre, entre autres, en 1912, dans les bureaux du *Libertaire*, en ce temps installé 15, rue d'Orsel, et qu'animait de sa foi ardente notre regretté Pierre Martin.

Puis, notre propagande, jusqu'aux derniers jours de juillet 1914, au sein du groupe anarchiste d'Ivry, qui devait nous mettre si souvent aux prises avec les politiques socialistes de la région d'Ivry et de Charenton, notamment avec le « maître » d'anarchistes Benoît Mayras, alors député de la région.

Gaston Leval, l'un des militants les plus connus et estimés de l'Internationale anarchiste, est le fils de ses œuvres.

De souche révolutionnaire — son père commandait un bataillon de fédérés pendant la Commune de Paris — Gaston Leval l'est resté.

Et malgré les rigueurs d'une rude existence, durant laquelle la faim le tenailla souvent, notre camarade a trouvé le moyen d'acquérir de solides et profondes connaissances.

Autodidacte, travaillant d'arrache-pied, notre ami, bien qu'ayant à peine dépassé la quarantaine, a déjà publié six livres importants, enrichissant d'autant la copieuse collection d'ouvrages de propagande en langue espagnole.

N'ignorant pas que Leval jouit, à juste titre, d'une solide réputation quant aux questions économiques, je décida, incontinent — malgré ses multiples occupations — de l'interviewer pour notre *Libertaire*.

Voudrais-tu me dire, pour les camarades français, quelles sont les possibilités d'ordre économique dans l'Espagne république et révolutionnaire ?

— Les voyageurs ou les visiteurs ont pu constater qu'il manque à Barcelone, et dans d'autres cités importantes de l'Espagne, certains aliments. Cela a donné lieu à des critiques, parfois acerbes, et à des accusations. En réalité, ces accusations ne sont pas fondées.

« Les fascistes ont sous leur domination la plus grande partie des terres de blé et autres céréales de l'Espagne : la Castille et une bonne partie de l'Andalousie.

« Ils ont aussi la plus grande partie du cheptel national, qui se trouve en Galice et en Estramadure. Nous avons bien, dans la province de la Biscaye, de Santander et des Asturias, assez de bêtes à cornes, mais il est impossible de les amener, car les régions occupées par les fascistes s'interposent entre ces provinces et le littoral méditerranéen.

— Le Gouvernement espagnol a-t-il pris des mesures pour faire face à cette situation ?

— Dans le passé, l'Etat espagnol a toujours été plus incapable que ceux de bien d'autres pays et, en outre, la population ne s'est jamais rangée sous sa domination. Cette double circonstance a été aggravée par le désordre que la guerre a produit. Puis, trop souvent, les différents partis ont fait de la politique comme avant les événements de juillet.

— Par conséquent, selon toi, l'on n'a rien fait pour remédier à cette situation ?

— Si, l'on a fait beaucoup ! Beaucoup plus que ce que l'on ne suppose, même dans les sphères officielles. Mais tout a été dû à l'initiative populaire.

« Dans tous les villages, l'intensification de la production a figuré parmi les préoccupations urgentes. Nos camarades ont fait en Catalogne, comme dans le Levant, une propagande intense pour que l'on augmente les superficies emblavées.

« Les collectivisations réalisées dans les grandes propriétés ont permis cette augmentation. D'autre part, les syndicats agraires, surtout les nôtres, ont non seulement lancé le mot d'ordre, mais donné aux paysans, aux petits propriétaires, les semences et les engrains chimiques qu'ils ne pouvaient se procurer auparavant.

« L'on a défriché, rendu propre à la culture bien des terrains jusqu'ici demeurés en jachère, et je peux assurer que dans beaucoup d'endroits, la récolte de blé et de pommes de terre aura augmenté de deux à trois cents pour cent. Si bien que l'Espagne non seulement au fascisme pourra suffire à elle-même, pour les principaux produits alimentaires. »

— A-t-on pris des mesures quant au bétail ?

— Au commencement, il faut bien le

**les produits alimentaires en quantité suffisante, et les produits du sous-sol sont en surabondance. Il lui manque du pétrole, du coton et un peu de charbon.**

« Mais nous pouvons espérer que ces produits viendront en échange du plomb, du cuivre, du mercure, de l'huile, des oranges et d'autres fruits que le climat de l'Espagne lui permet d'obtenir.

Quoi qu'il en soit, les difficultés ne sont pas telles qu'elles nous fassent reculer. »

C'est en tout cas, à nous aussi, mon cher Leval, notre plus cher désir.

Avec la victoire sur les rebelles que nous souhaitons prochaine et totale, nous souhaitons voir bientôt la libre Espagne marcher à grands pas vers toujours plus de bien-être et de liberté.

**Lucien HAUSSARD.**

Barcelone, 27 février 1937.

**Révolution d'abord !****UNE AFFICHE DES JEUNESSES LIBERTAIRES DE CATALOGNE F.A.I.**

Des mouvements d'un caractère doux ayant été suscités à Barcelone dans le but de freiner la socialisation, sous le prétexte de gagner la guerre, les Jeunesses Libertaires de Catalogne ont fait placer l'affiche suivante :

Jeunes Socialistes. Jeunes Républicains. Ne me fait pas continuer ce chemin. Vous devrez sans vous rendre compte la cause du prolétariat.

Si nous délaissions la révolution pour la faire après avoir gagné la guerre, comme vous le propagez, il faudra à nouveau verser le sang généreux du peuple travailleur.

Et le peuple, les mères, les travailleurs, tous, après avoir gagné la guerre, veulent trouver tout de suite une vie nouvelle, une nouvelle société.

Le peuple veut en finir une fois pour toutes, avec toutes les guerres.

**Groupe d'action, de culture et d'éducation des femmes libertaires**

**A PUIGCERDA**

Face aux événements, les femmes de Puigcerda ont senti la nécessité d'apporter la coopération de leurs efforts dans la Révolution et la guerre contre le fascisme.

Elles ont décidé de former un groupe féminin libertaire qui a tenu sa première réunion le mercredi 12 février. Le bureau fut ainsi constitué : secrétaire : la camarade Pientet Cerdas ; secrétaire adjointe : Emilia Molina ; trésorière : Lucie Cabello ; trésorière adjointe : Madeleine Perez ; déléguées à la propagande : les camarades Paule Tricheux, Aurora Lorenzo, Buenaventura Vidal, Emilia Lopez et Armonia Sola.

De nombreuses adhésions furent enregistrées. A la réunion du vendredi 12 février 1937, un important travail de propagande fut enregistré.

Le camarade Paule Tricheux dit que devant la prolongation de cette guerre, la femme doit se préparer pour occuper tous les postes que les hommes laisseront quand ils partiront au front et montrer aux fascistes qu'elles garderont énergiquement tous les points menacés. Après une discussion générale sur ce sujet, il fut décidé que chacune s'exercerait au maniement du fusil, cependant que certaines camarades manœuvrent le volant automobile.

La question brûlante de l'éducation de l'enfant est une de celles qui préoccupent le plus nos camarades.

NOMBREUSES ADHESIONS NOUVELLES FURENT ENREGISTRÉES. LE GROUPE FÉMININ DE PUIGCERDA.

N. B. — Pour le groupe, adresser toute la correspondance, journaux, revues, etc., à la camarade Paule Tricheux, poste restante, Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales).

**A BARCELONE**  
**La manifestation de dimanche****La C.N.T. et la F.A.I., qui n'y avaient pas été conviées, y ont cependant fait triompher leurs mots d'ordre.**

(Par téléphone du correspondant de l'U.A. à Barcelone)

des révolutionnaires Hijos del Pueblo. A los barricadas. De place en place d'innombrables drapeaux rouge et noir dominaient le cortège.

Mais ce qui donnait son sens à la participation des nôtres, c'étaient les multitudes pancartes portant les mots d'ordre de la C.N.T. et de la F.A.I.

Citons les principales. Celle-ci : Guerre ou ! Mais aussi révolution ! Cela dit pour les liquidateurs de l'action révolutionnaire. Une autre qui traduit l'intense sentiment de démocratie ouvrière de la C.N.T. et de la F.A.I. Commandement unique ? Oui ! Mais sous le contrôle des organisations ouvrières. » Celles-ci encore : Faire la révolution, c'est gagner la guerre ».

Les soucis de leur révolution et de la guerre ne font pas oublier aux anarchistes espagnols les opprimés par les régimes de force qui souffrent sous toutes les latitudes ; ainsi en témoigne cette pancarte : « Les groupes anarchistes saluent ceux qui luttent pour la libération des prisonniers politiques dans le monde ».

Éliminer le parasitisme social et aussi le parasitisme politique qui divise le prolétariat catalan est un des soucis constants de la C.N.T.-F.A.I. Lisons ces pancartes : « Assez de parasites inoccupés ; il faut travailler aux fortifications » ; « Suppression des professions inutiles » ; « Assez de politiques à l'arrière ! Plus d'hommes au front ! »

Enfin celle-ci face aux manœuvres de division : « Unité ! Unité ! du prolétariat antifasciste ».

Un autre problème qui inquiète — pour ne pas dire plus — nos camarades, c'est celui de l'égalité des armements. On sait que systématiquement, les armes venues de Russie ont été réservées aux régions où la C.N.T. et la F.A.I. sont minoritaires ! Depuis des mois nos camarades ne cessent de réclamer des armes pour la Catalogne et l'Aragon. Ainsi les pancartes qui disaient : « Egalité d'armements pour tous les fronts » ; « Tous les fusils nécessaires au front ! » Cette autre enfin plus éloquente que bien des discours : « Ceux qui sont au front disent : Donnez-nous des fusils nous vous donnerons Saragosse ! »

Enfin celle-ci encore : « Armée populaire révolutionnaire ! »

Sur tout le cortège des dizaines de milliers de personnes acclamèrent ces justes mots d'ordre qui sonnaient comme autant de ripostes aux manœuvres obliques de ceux qui prétendent lutter contre le fascisme et en liquidant les conquêtes révolutionnaires et en travaillant à ruiner l'influence de la C.N.T. et de la F.A.I.

Le succès remporté par celles-ci dans cette manifestation dont l'origine était pour le moins insolite, montre bien que le peuple catalan conserve intact sa confiance dans ceux qui, de tout temps, furent ses plus dévoués défenseurs et qui les premiers, grâce au courage indomptable de leurs militants, liquidèrent au 19 juillet le fascisme.

**Tomas Herreros est mort**

Un anarchiste de la belle époque est mort. Un homme, un ouvrier, un des premiers militants du mouvement libertaire espagnol, à une époque où il fallait un singulier courage, car on qualifiait volontiers les anarchistes d'être des ennemis du genre humain.

Il y a trente ans, Herrero publiait une brochure « Lerroux, tel qu'il est, véritable réquisitoire contre celui que l'on appelle alors « L'Empereur de Paralelo ». Lerroux réussissait à élouer de sa faconde un bon nombre d'ouvriers qui voyaient en lui la rédemption du peuple.

Seuls les anarchistes ne voulaient rien savoir et démontaient déjà la sinistre arriviste républicaine et trahissant de consciences.

Tomas Herreros était le fondateur et l'administrateur de « Solidaridad Obrera », le grand organe de nos camarades espagnols. Austerre, fidèle dans son idéal anarchiste, Herrero avait qualifié les sympathies des ouvriers.

D'innombrables camarades de la C.N.T.-F.A.I. assistaient à son enterrement ; tous les syndicats étaient représentés.

**AIDEZ L'ARMÉE DE LA LIBERTÉ !**

Le Comité pour l'Espagne libre vient d'édition des cartes de participation de 1 fr., 2 fr. et 5 francs pour le scutin des militaires.

Nous convions tous nos amis à diffuser le plus largement possible ces cartes qui sont à leur disposition au Centre, 26, rue de Crussol, Paris, 11<sup>e</sup>.

**Le ravitaillement continue**

À la suite d'informations tendancieuses, concernant les décisions du Comité de Londres ayant trait au renforcement du blocus, nous tenons à rassurer nos amis en leur indiquant que les mesures envisagées ne concernent nullement les envois effectués par notre comité et qu'en ce qui nous concerne, nous sommes décidés, plus que jamais, à alerter la solidarité ouvrière en faveur de l'Espagne antifasciste et révolutionnaire.

Nous y sommes d'autant plus décidés que, parallèlement aux décisions de Londres, qui visent à interdire l'entrée en Espagne des volontaires et du matériel de guerre, des dispositions draconiennes viennent d'être prises pour organiser également le blocus économique des régions placées sous le contrôle des organisations révolutionnaires.

On espère ainsi, par la famine et les privations de toutes sortes amener à composition l'Espagne antifasciste et particulièrement la Catalogne libertaire pour leur imposer un armistice qui écartera pour un temps la menace révolutionnaire.

Soyons tous ensemble pour contribuer à l'écrasement du fascisme international.

Échec à ces agissements criminels qui ont pour but le rétablissement d'un régime propice aux menées du capitalisme international.

Le sort du prolétariat d'Espagne est donc lié à votre solidarité agissante, camarades antifascistes, à vous de comprendre les devoirs qu'elle vous impose.

D'autre part, notre Comité a pris la charge de subvenir aux besoins de 200 petits orphelins, 200 pauvres petits, rescapés des bombardements de Madrid et de Malaga. Cet engagement d'honneur que nous avons pris pour vous, amis de partout, vous nous aiderez à le respecter en répondant à l'appel que nous vous lançons en première page. Nous leur avons trouvé un abri, à vous de leur assurer la nourriture et le confort.

Ne permettons pas que le blocus atteigne au seuil de la vie ces innocentes victimes.

Soyons tous ensemble pour contribuer à l'écrasement du fascisme international.

Le Comité pour l'Espagne Libre, 26, rue de Crussol, Tél. : Roquette 73-96.

**La question agraire en Espagne**

Cependant, toutes les réformes agraires approuvées par les lois de 1855, 1866, comme celles de 1901, 1919, 1926 et 1927, restaient insuffisantes pour calmer la faim de tout ce peuple au travail.

En 1873, la République, faute de n'avoir pas réalisé la réforme arraïre, pérît ; celle de 1931 tenta sa chance également et se heurta à trop de difficultés. Elle devait traverser les crises qui la conduisaient à deux pas de la perte, car ce ne fut pas la Séance du 9 septembre 1932 qui mit fin à cet état de chose éhonté. Les miséreux n'ont fait qu'un trop long crédit à ce nouveau projet qu'apportait l'institut de réformes agraires. N'ont-ils pas raison ?

A quoi bon invoquer la loi votée en 1923, puisque son application était loin de donner les résultats espérés.

Au sujet de ce beau projet, Pascal Carrión, ingénieur aéronome, disait qu'il laissait beaucoup à désirer. Sa réalisation n'avance guère. Les partis politiques présentent chaque leur programme agraire, beaux morceaux de littérature peut-être, mais ils ne

donnent point du pain aux centaines de milliers de paysans qui continuent à vivre dans une misère noire.

Sans doute un institut de réforme agraire fut constitué, mais quoique autonome il se substitua à l'Etat, sa lourde machine était à peine en branle que des événements intérieurs venaient renverser tous les projets. Je doute d'ailleurs que cet institut ai pu réaliser quelque chose de positif, malgré les bureaux merveilleux, le matériel dernier cri, les fichiers type Kardex... car le paysan attendait toujours son pain et sa liberté.

Mal, Alvarez avait raison de déclarer :

« Un des plus grands soucis de tout politique, c'est le problème de la terre : à défaut d'une juste solution de ce problème, nous ne réaliserons pas la paix sociale. »

Mais il est un autre point qu'on ne peut faire lorsqu'on parle du problème agraire espagnol, c'est celui de l'irrigation.

C'est ici que se heurtèrent aux réalités pratiques les gouvernements, car les politiques, toujours empressés de promettre, voire de réaliser quand ce sont les projets sur le papier, se défilent devant les responsabilités à prendre pour l'exécution de grands travaux.

Alors on invoqua le manque d'argent, cependant qu'en ce travail tout le monde

tenir la caste militaire ou les forces répressives de police et de gardia civil. En Espagne, quand le paysan réclame son droit à la vie, on lui envoie de la mitraille au ventre, ainsi se résoud la question sociale, mais ainsi également se crée la psychose favorable à la naissance des révoltes. Il fallait bien qu'un jour elles triomphent. C'est à ce que

les événements de juillet 1936 allaient donner l'occasion tant attendue au paysan de se libérer — dans certaines régions tout au moins — de tout ce passé moyenâgeux qui l'oppressait en le rendant esclave de maîtres et seigneurs du village.

</

## LES IDEES ET LES FAITS

UNE PAUSE  
DANS LA « SOCIALISATION »

Après le discours aux fonctionnaires est venu l'explication de Saint-Nazaire. Nous sommes fixés maintenant sur la signification officielle de la pause et nous en connaissons bientôt les effets pratiques.

Le temps d'incertitude qui s'écoula entre les deux discours permit les hypothèses les plus diverses sur la signification que donnait Léon Blum au mot pause.

Les uns l'interprétaient comme l'annonce d'un ralentissement de l'économie reflationniste et parallèlement d'une révision des responsabilités et des responsables ministériels. Léon Blum aurait songé à métamorphiser sa pause en offrant à la petite et moyenne bourgeoisie des garanties politiques par l'introduction dans son ministère de membres non accquis à l'idéologie et au programme du Front Populaire.

Le discours de Saint-Nazaire a confirmé l'hypothèse contraire. Ce n'est pas une compromission qu'envisage Blum, mais une mise au pas du Front populaire, un appel direct à la bourgeoisie et une domestication plus grande des masses travailleuses.

C'est donc toujours un Front populaire qui présidera aux destinées nationales, mais un Front Populaire de *salut public* qui essaie dans le domaine économique une équivalence et un prélude de l'union sacrée politique.

Il n'y aura pas de N.E.P. annonce-t-on au *Populaire*. La « pause » n'est pas un abandon, n'est pas un recul, c'est une minute qu'on s'accorde pour souffler, sans rien abandonner du terrain conquis.

En dehors de quelques occasions Lénine contre les flâneurs imbéciles de sa personne dans le parti eut le courage de soutenir que « l'étape » ou la « tactique » de la N.E.P. était un recul et simple déterminé par une incompréhension primitive des modes de socialisation de l'économie russe.

Léon Blum n'a pas ce courage. La pause est bien une N.E.P., avec tous les caractères d'un recul, appel à la participation bourgeoisie, entrave à la reflation directe opérée en juin à la base par les ouvriers, — conseils de modération et de prudence, retour à un langage et à une conduite jacobines.

La pause est le résultat de la tactique bourgeoisie : laisser le gouvernement s'engager dans une construction dont la bourgeoisie n'est pas disposée à consolider les bases, refuser les crédits, saboter les emprunts, envahir le gouvernement dans la course classique aux armements, en faire en un mot une machine administrative comme toutes les autres. Tel était le plan de la bourgeoisie.

Nul n'ignore plus, maintenant, que les plans des doctrinaires socialistes ne sont rien sans le crédit des réalisateurs bourgeois. Et il n'est pas besoin à la bourgeoisie d'introduire dans le gouvernement ses censeurs et ses contrôleurs. Au fur et à mesure des réalités, les économistes rouges viennent se placer docilement dans la voie de l'économie classique pour prendre par à pas une réflexion et un démarrage sans grandeur, tel que la bourgeoisie l'avait fixé en chassant Doumergue et Laval devant avant que le Front populaire ait pris les rênes du pouvoir.

**LES SOCIALISTES EMPETRES DANS LES SOCIALISATIONS**

Le relèvement des salaires est la première dématérialisation du crédit. Ce que les ouvriers prennent au capital de profit, ils le rejettent dans le cycle de l'économie par une consommation augmentée. Ils procurent donc à l'économie un essor nouveau, une source permanente et démocratique de crédit. Le relèvement des salaires constitue donc une première phase de la reflation et du démarrage économique.

Si cette reflation des planistes n'est pas tout à fait une énergie, la raison en est dans cette compréhension populaire qui sait bien que ce qu'on mange, boit et use, se retrouve à la fin du cycle dans une production élargie, dans un recul du chômage et de la crise.

Ceci est une socialisation, et ce sont les ouvriers qui l'ont faite.

## LETTRE DE BELGIQUE

## LE CAS SPAAK

Une centaine de kilos, une figure poupine, un nez en trompette, une petite bouche sévère. Il y a deux ans il était leader de l'ailé révolutionnaire du Parti Ouvrier Belge. Bon orateur il entraînait derrière ses formules une grande partie des populations industrielles de Bruxelles, de Liège et du Borinage. Son journal « L'Action Socialiste » était bien diffusé grâce à l'enthousiasme des Jeunes Gardes Socialistes.

Les mouvements de grèves étaient nombreux, le ferment de la misère chez les mineurs et les métallurgistes travaillait pour des révoltes massives. L'idée de grève générale faisait des progrès.

Un rôle immense pouvait être joué par Spaak et son équipe.

Rôle d'autant plus grand qu'en Belgique le mouvement révolutionnaire est réduit à quelques cercles de tendances et sans influence véritable.

Belles perspectives pour un ambitieux. Mais Spaak n'est pas un ambitieux. Il veut briller, parader, parvenir ce qui n'est pas la même chose.

La tâche était trop dure, trop risquée, le résultat n'était garanti par personne. Alors Spaak devient en deux ans chef d'une fraction socialiste nationale avec un brin de corporatisme sous prétexte de législation sociale.

Ministre des Affaires Etrangères il se signale par son esprit nationaliste et se fait applaudir par tous les organes politiques belges.

Le mouvement Rex lui-même commence à le trouver plutôt sympathique.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

Le cas Spaak pose tout le problème du développement de la situation en Belgique. Les vieux partis muent. De tous les horizons politiques des hommes proclament la nécessité des sentiments patriotes, de la discipline et de la solidarité nationales nécessaires.

## PARIS-BANLIEUE

RECOMMANDATION  
IMPORTANTE

Nos correspondants de cette rubrique sont avisés que toute communication qui nous parviendra après le lundi midi sera remise à la semaine suivante.

PARIS-14<sup>e</sup>

Le mardi 23 février, le groupe avait organisé un petit meeting sur « Les Événements d'Espagne », 60 personnes étaient venues malgré le mauvais temps écouter nos camarades Fremont, Doutreau et Coudry.

Mahe qui présidait annonça à l'assistance que cette réunion était publique et contradictoire, que chacun pourrait y parler en toute liberté, mais disait qu'il fallait observer le plus grand silence pendant la causerie des orateurs.

Coudry prit la parole au nom des Jeunesse anarchistes ; revenant du front de Huasca et Saragosse, il nous décrivit que sont la F.A.I. et la C.N.T., leur but révolutionnaire, de construction et non de destruction comme certains se plaisent à le dire.

Ensule, ce fut à Doutreau qui, lui, nous expliqua ce qu'est le fascisme international non comme certains nous le disent ou le pensent, mais comme il est en réalité.

La parole fut ensuite donnée à Fremont qui, dans un exposé très court, mais très net, nous démontre la trahison du Front Populaire, ainsi que la lâcheté de la C.G.T. Il nous fit voir que les fascistes eux, se soutiennent tandis que le prolétariat lui, ne fait rien que des discours.

Nos trois camarades ont produit une forte impression sur le public et beaucoup comprirent ce que nous étions et ce à quoi nous aspirions.

## Le Groupe

Une collecte a été faite pour un camarade italien emprisonné par les fascistes.

PARIS-17<sup>e</sup>

## Les fascistes sont chassés

Dimanche dernier, les fascistes du parti populaire français renouvelaient leur provocation du 21, sont revenus vendre « L'Emancipation Nationale » au carrefour Marcadet. La réaction populaire ne s'est pas fait attendre longtemps : malgré la présence de forces de police, la foule, se formant en cortège, se dirige vers les hommes de Doriot au chant de l'« Internationale ». Une bagarre s'engagea avec les fascistes armés de matraques, la police intervention, et finalement les amateurs de dictature furent rossés, rejettés dans le métro ou arrêtés.

A signaler les brutalités de certains agents fascistes envers la foule ouvrière.

## BANLIEUE-SUD: GENTILLY

## Qui lacère les affiches ?

Jeudi 25 février au cours de l'assemblée des syndiqués de Gentilly qui se tenait à la mairie, nous avons surpris les citoyens Bourgeois dit Milo, adjoint municipal et Hauss, des communes en train d'arracher nos affiches annonçant la réunion régionale des chômeurs du 1<sup>er</sup> mars à Béthune. A notre demande d'explications, Milo répondit que nos affiches avaient été enlevées parce qu'elles étaient collées sur l'emplacement pour affiches administratives.

Or, il y avait sur ce panneau cinq affiches de toutes nuances politiques dont une seule avait un caractère administratif. Comment se fait-il que ce fut seulement la nôtre qui fut arrachée ?

Est-ce inconscience, excès de zèle ou cela fait-il partie de la campagne de dénigrement et d'infamie à cet égard contre le mouvement anarchiste qui ne s'en porte pas plus mal au contraire ; en tous cas nous savons maintenant qui sabote notre affichage. Nos affiches furent souvent arrachées ou recouvertes, aussitôt collées et principalement celles du milieien, appelant à la solidarité pour les lutteurs antifascistes espagnols unis sans distinction de tendances. Est-ce par ordre. Nous pensons que cet avertissement suffira pour que cessent ces agissements, malgré que Milo nous ait dit qu'il recommande à la prochaine occasion et dans le même cas.

Peut-être qu'une réunion de chômeurs n'intéresse pas ces deux employés communaux qui ont leur salaire assuré, mais que penseront les chômeurs de leur geste peu reluisant ?

## Le Groupe Banlieue-Sud.

## PONTOISE

Jeudi dernier, le groupe anarchiste avait organisé dans le quartier du Pothuis, une réunion publique et contradictoire, qui attira un assez grand nombre d'auditeurs.

Successivement, Ridel, Fergeas et Frémont, dévoient le point de vue anarchiste et se firent applaudir par l'auditoire, en démontrant que toute guerre impérialiste, quel que soit le principe invoqué, est toujours une source de bénéfices pour les marchands de canons, tandis que les prolétaires paient de leur peau, pour défendre ce qui ne leur appartient pas encore.

En résumé, excellente réunion de propagande qui portera ses fruits et développera notre influence auprès des ouvriers.

Dans une quinzaine de jours, nous ferons une réunion semblable dans un autre quartier, et nous espérons qu'un nombre encore plus grand de camarades viendront nous écouter.

Pour le Groupe de Pontoise : Lecram.

## VOIX DE PROVINCE

## DIJON

Le groupe de l'Éveil Anarchiste remercie les camarades qui ont pensé à nous frères d'Espagne. Un premier envoi d'effets vient d'être fait au Comité Anarcho-Syndicaliste.

Une souscription ainsi qu'un colis dont notre camarade Carpentier sont envoyés en Espagne pour les camarades anarchistes de Dijon qui sont partis.

Nous préparons un deuxième envoi ; nos amis de Dijon qui auraient des effets d'hommes, de femmes et d'enfants, peuvent nous les remettre s'ils le désirent. Nous tenons également à la disposition des camarades dijonnais des listes de souscriptions. S'adresser à P. Mathis, ou aux vendeurs du *Libertaire*.

P. MATHIS.

## LE HAVRE

## A l'école de « Gringoire »

Dans l'« Avenir de la Manche », notre camarade Collet fut pris à partie par Maurice Loir. Je ne sais ce qu'il a bien pu dire Collet au meeting qui eut lieu à Saint-Lô. Je pense qu'il a dû se plaindre de l'action des partis socialistes ou communistes. Il n'y a donc là rien de surprenant, ni de tellement déplacé que Collet puisse mériter d'être traité comme il le fut par Loir.

Il ne faut pas redouter la vérité. Très nombreux sont ceux qui s'étonnent d'une action gouvernementale, qui au lieu de « faire payer les riches » leur demandent de les aider à mener à bien une expérience sociale, qui les dépossèdent aujourd'hui ou demain. Des milliards sont dépensés pour une sécurité chimérique. La presse continue à empêcher l'opinion publique, les fascistes à se grouper, à s'arrêter.

Voilà qui justifierait amplement nos critiques. Que Loir trouve cela très bien, estimant sans doute, avec beaucoup d'amis socialistes que le

ministère n'y peut rien momentanément, c'est son droit. Mais il admettra ou devrait admettre que d'autres hommes peuvent ne pas être de son avis et le dire sans être insultés !

Loir pense-t-il et nos amis socialistes avec lui, que toute liberté n'est bonne et tolérable qu'autant qu'elle ressemble à s'y méprendre à la sienne, à la leur ?

Je connais Collet depuis 1920. Il milita ardemment au Havre en répandant des thèses dont la diffusion comporte d'autres risques que celles de bien des partis. D'accord avec nous, il a créé un groupe « Nouvel Age » à Saint-Lô ; organisé un meeting en faveur de l'Espagne avec Lapeyre, etc...

Je termine en espérant que nos amis socialistes qui viennent d'éprouver toute la nocivité de la calomnie qui leur ravi ces temps-ci Roger Sailleng, voudront bien désormais ne rien avancer qui ne soit exact ou utile à la discussion.

Pour le groupe anarchiste du Havre :

Jacques MORIN.

FÉDÉRATION ANARCHISTE  
DU LANGUEDOC

Une Fédération régionale adhérente à l'U.A. est constituée. Les groupes, et individuels désireux de connaître notre position sont priés de se mettre en rapport avec le secrétaire.

Une tournée de propagande sur « la guerre qui vient », doit nous permettre de préciser notre position en face d'un grave sujet d'actualité, surtout à une époque où la plupart des organisations ouvrières sont dans une lamentable union sacrée. Cette tournée sera évidemment organisée par les groupes qui sont dans l'U.A. à tous les groupes qui en feront la demande. Pour la Fédération : Le Secrétaire : Robert Casiel, 17, rue du Befroi, Narbonne.

## LYON

## A tous les hésitants

Cet appel s'adresse à tous les sympathisants à tous les lecteurs du « Libertaire », aux vieux camarades qui ont cessé de militier, déçus devant le peu de succès de leurs efforts et qui doivent reprendre confiance aujourd'hui devant la progression de notre mouvement. Aux jeunes, à ceux qui sont attirés vers nous, mais qui hésitent encore. A tous les anarchistes qui militent dans les syndicats, les coopératives, les groupements pacifistes, la Libre-pensée, mais qui n'entrent pas à la seule organisation révolutionnaire.

Le Comité local pour l'Espagne libre tient à remercier les personnes qui ont bien voulu répondre à notre appel à la Solidarité en nous apportant leur aide, soit en ligne, sous-vêtements, vêtements, chaussures et bas, vivres et argent, pour nos petits orphelins espagnols. Nous faisons appel aux bonnes volontés, à tous ceux qui sont épis de sentiments humains et de fraternité, pour nous soutenir dans notre tâche pour élever dans la colonie Ascaso-Durruti, le plus possible de pauvres petits que nous serons en mesure d'adopter. Pour cela nous devons faire sans retard que chacun nous aide dans la mesure du possible, en nous apportant vêtements, chaussures, vivres, etc.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

## Pour le Comité.

Les erreurs de vos chefs, qu'énergiquement nous leur signalons, vous les constatez dans les détails de votre vie quotidienne.

C'est pourquoi nous répétions et leur répétons toujours :

Chefs syndicaux responsables, en vous incorporant au Front Populaire, en condoyant les politiciens vous avez failli, et l'ennemi du peuple, « Le Capital », s'est ressaisi.

Maintenant, le patronat relève la tête et menace.

Nous convenons qu'en période agitée, des bousquars qui désorientent ont toujours existé, mais elles ont une fin.

Travailleurs, rappelez-vous que les responsables de vos organisations doivent vous obéir et que vous n'avez pas à subir leur insuffisance.

Plus un millimètre de terrain ne doit être perdu. Halté !

Travailleurs, tous à l'action par l'*Action directe*.

A. ROUSSEL.

*L'Action directe*, c'est l'exécution d'une décision collective, par la collectivité même qui l'a prise, sans l'intermédiaire d'aucun chef, tribun, messie, député, ni d'aucune autorité gouvernementale.

Travailleurs manuels et intellectuels sympathisants,

Ce tract atteindra son but dix fois plus vite si vous le faites circuler et lire à vos camarades et vos amis.

Pour venir à nous.

Lire chaque semaine, le *Libertaire*, qui donne l'adresse de nos réunions.

## NIMES

Le Comité local pour l'Espagne libre tient à remercier les personnes qui ont bien voulu répondre à notre appel à la Solidarité en nous apportant leur aide, soit en ligne, sous-vêtements, vêtements, chaussures et bas, vivres et argent, pour nos petits orphelins espagnols. Nous faisons appel aux bonnes volontés, à tous ceux qui sont épis de sentiments humains et de fraternité, pour nous soutenir dans notre tâche pour élever dans la colonie Ascaso-Durruti, le plus possible de pauvres petits que nous serons en mesure d'adopter. Pour cela nous devons faire sans retard que chacun nous aide dans la mesure du possible, en nous apportant vêtements, chaussures, vivres, etc.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 10 fr. ; Liet, 14 fr. ; El. Palaco, 4 fr. ; Uno, 15 fr. ; Sipé Francisco, 5 fr. ; Ripodillo, 3 fr. ; Mari Vals, 3 fr. ; Elise vieux, 3 fr. ; Berdol, 2 fr. ; Guid, 3 fr. ; Marchand, 3 fr. ; Mathieu, 1 fr. ; deux Gonzales, 4 fr. ; Artos Gond, 2 fr. ; Gharbi, 2 fr. ; Tippi, 2 fr. ; Cirelli, 2 fr. ; Gravier, peintre, 3 fr. Rectification.

Nous avons été très touchés par le geste de solidarité du camarade Clet pour le don de quatre douzaines de souliers neufs dont nous nous empêtrons de le remercier ainsi que Michel et Mila. A l'heure où parattront ces lignes un premier envoi sera fait. Adresser pour faire prendre les colis ou les porter chez M. Répon, peintre, 16, rue Bachalas, Nîmes.

Suite de la souscription : Lala, 5 fr. ; Michel, 5 fr. ; Alax, 5 fr. ; Marcellin, 5 fr. ; Pascual, peintre, 1

**L'offensive des leaders communistes dans les syndicats contre les minorités lutte de classes, c'est l'offensive des renégats contre leur passé !**

### Silence dans le rang !

Ca n'a pas trainé. Dès leur installation à la direction de l'Union des Syndicats de la région parisienne nos braves staliniens ont tenu à nous montrer que les méthodes qu'ils employaient pendant des années au sein de la C.G.T.U. ne tarderaient pas à être mises en vigueur contre tous ceux, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, qui mettent au premier plan l'indépendance absolue du syndicalisme.

Dans un communiqué, publié dans les journaux du 24 février, il est dit que la C.E. de l'Union des Syndicats, réunie le 22, se félicite du renouvellement considérable qu'a eu, tant à Paris qu'en province, le congrès qui s'est tenu à Huyghens les 5, 6 et 7 février. Oh ! pour le « renouvellement considérable », d'accord. Les camarades de province sont prévenus, ils savent maintenant comment les staliniens opèrent pour s'emparer de la direction du mouvement syndical.

Cependant ces braves nacos ne font pas que se réjouir, fidèles à leurs vieilles habitudes ils ont fait inclure dans l'édit communiqué de la C.E. un petit fillet qui est pour nous une menace à peine dissimulée. Le voici tel que l'a publié « Le Peuple » :

« L'unanimité qui, depuis le début jusqu'à la fin, même sur la désignation de l'organisme de direction, s'est manifestée sur tous les problèmes soumis aux congressistes, a démontré à quel point s'est renforcé et consolidé l'esprit unitaire de Toulouse, le bloc en profondeur de tous les syndicats, et à quel point sont incompréhensibles, sans effets et condamnables, les manœuvres que tentent encore quelques personnalités sans influence et sans mandat cherchant à créer un mouvement fractionnel dans la C.G.T. »

Et donc ! Des personnalités sans mandat cherchent à créer un mouvement fractionnel dans la C.G.T. mais, les fractions, disent tous les syndicats Filiak et P.C., nous appartenons, nous avons le droit de les réunir quand il nous plaît et tant pis pour les bons jobards ex-confédérés à qui nous avons fait avaler qu'elles n'existaient plus.

On fait cela en soi mais à la C.G.T. et, ailleurs on tonne contre le mouvement fractionnel. Que le P.C. ait des fractions organisées à tous les échelons du mouvement syndical pour diffuser ses mots d'ordre politiques, qu'il tente à l'aide des fractions de s'emparer de toutes les directions syndicales, cela est très bien et ne souffre aucune discussion, mais que des travailleurs qui sont sans « influence » sans « mandat » électoraux ou autres veuillent se réunir, discuter, écrire dans des journaux, pour dénoncer l'indépendance du syndicalisme, cela n'est pas permis.

Quels ex-unitaires qui trône au bureau confédéral et à l'Union des Syndicats de la Seine publient un organe de tendance, qu'il se impose d'acheter à tous les adhérents de nombreux syndicats c'est toujours très bien, mais que des syndicats veulent répondre au journal communiste « La Vie Ouvrière », en écrivant des articles défendant leur point de vue dans le « Libétaire », la « Révolution Proletarienne » ou « Syndicats » et qu'ils veulent diffuser ces journaux parmi leurs camarades de travail, c'est vraiment inadmissible et c'est faire œuvre de division !

Silence dans le rang ! Fera bientôt pendant au moins d'ordre ! Les soviets partout ! si les militants du rang, les sans-mandats, ne se groupent pas contre les politiciens qui veulent domestiquer le mouvement syndical.

Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas mort. Nous savons qu'il a encore de fortes attaques aussi nous ne nous inclinerons pas plus devant l'usage de la majorité de la C.G.T. de l'Union des Syndicats de la Seine que nous ne nous inclinons devant celles des dirigeants de la C.G.T.U. et P.C. Il n'y a pas eu une unité à la C.G.T., des camarades comme Roger Hagnauer et Paccou ont refusé de s'associer à la manœuvre des staliniens.

Quant aux camarades ex-confédérés, non-informés au P.C. qui ont été complices, ils s'apprêtent à faire bientôt pendant au rang.

Il est certain que quelques vieux militants confédérés ne peuvent regarder qu'avec attendrissement ces « soi-disants communistes qui, comme eux, ne parlent que de défense nationale et d'union sacrée. Ils sont faits pour s'entendre. Aussi rien d'étonnant si le réformisme a été le seul grand vainqueur du dernier congrès de l'Union de la Seine.

Que de chemin parcouru depuis quelques mois, depuis la touchante idylle de Laval et Staline ! Remises aux accessoires les phrases condamnant la démocratie bourgeoise et niant la défense nationale en régime capitaliste. On défile maintenant sous les piliers du drapeau tricolore et aux stèles accrochées de la « Marseillaise ». Les « chefs » se trouvent à la grande bourgeoisie et jouent aux hommes d'Etat.

Quel record dans l'abstention et aussi quelle comédie ! Pauvre masse moutonnante qui a suivi qu'on adorait le défétisme révolutionnaire » de Lénine, tu suis sans être sans rendre compte que le « nationalisme » de Staline te mène tout droit à la guerre.

Et il faudrait nous taire. Non ! Nous crirons la vérité nous dirons aux syndicats de faire les politiques comme la peste. Nous nous dresserons contre tous les mandataires et nous demanderons à tous les syndicats révolutionnaires, à tous ceux qui sont au service d'un syndicalisme de lutte de classes de se concerter pour endiguer le flot envahisseur des hommes de Staline qui veulent se servir du mouvement syndical pour des fins qui sont à l'encontre de l'intérêt du prolétariat.

Le syndicalisme est pour la classe ouvrière, l'arme la meilleure et la plus efficace, mais pour cela il faut qu'il soit libre et absolument indépendant. Une C.G.T. aux mains des politiciens tricolores du bolchevisme staliniens, c'est la classe ouvrière à nouveau divisée, car dans une organisation dirigée par eux on n'a qu'un seul droit : se taire.

Nous refusons de nous taire et nous débout pour la défense du syndicalisme révolutionnaire ! Julien AUFRERE.

### LES CAUSERIES DE NOS GROUPES D'USINES

Les membres des groupes d'usines de la région de Châtillon et de Malakoff et les sympathisants, sont fraternellement invités à la causerie de notre camarade Nicolas.

Sujet traité : Le communisme libertaire. Samedi 6 mars, à 9 heures, salle de la Coopérative, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

# Le libertaire syndicaliste

## UNE FAUSSE MANŒUVRE A ÉVITER

Qui ne se souvient des démonstrations édifiantes par lesquelles, quand il était dans l'opposition, Léon Blum entendait mettre à nu la malhaine du régime qui consacre la majeure partie de ses finances à accroître les œuvres de mort, tandis que le chômage et la misère sont installés à demeure dans les foyers ouvriers.

Hélas, par une cruelle ironie du sort, il était dévolu au chantre du « désarmement simulé et contrôlé » de patroner peu après son arrivée au pouvoir le plus formidable budget de guerre qui se soit vu.

À la thèse « la sécurité par le désarmement », il a substitué celle de la sécurité par le réarmement intensif. Ce sont les propres termes de son discours-réponse à Flandrin dans lequel il avoue : « La contradiction... je la vois entre les directives de notre politique nationale et certaines nécessités de notre politique internationale ; il est difficile de faire coexister une sécurité hardie de réformes sociales avec un effort intensif d'armement. »

Et, terriblement empêtré dans ce dilemme, le socialiste président du Conseil a fini par choisir : réarmement d'abord ! réformes sociales... après la pause.

La pause, c'est-à-dire la politique de prudence et de modération qui permettra de dissiper les inquiétudes des capitaux qui se refusent à répondre à « l'appel du pays », et de reprendre cette course aux armements qui doit précipiter la catastrophe.

Ainsi, sous le règne de Léon Blum comme sous celui de ses prédecesseurs, le bien-être

social doit céder le pas aux « nécessités » de la défense de notre impérialisme.

Et c'est pour couvrir ce marché de dupes que l'on demande aux travailleurs de ne pas répondre aux attaques répétées du patronat contre le droit syndical, contre les conventions collectives, contre les salaires.

C'est au moment où le pouvoir d'achat ouvrier est descendu au niveau de mai dernier, que l'on demande aux travailleurs de ne pas répondre aux attaques répétées du patronat contre le droit syndical, contre les conventions collectives, contre les salaires.

C'est trop ! les gens du bâtiment l'ont signifié l'autre jour à leurs responsables syndicaux, de la façon nette et brutale qui leur est propre. Ceux-ci ont d'ailleurs compris, puisque peu de jours après, leur insistance arrachait de séries avantageuses au patronat.

Talonné par la base, le secrétariat de l'Union des Syndicats de la Seine, réagit à son tour d'une façon qui n'est pas pour nous déplaire, puisqu'il reconnaît « que les arbitrages derniers ont abouti en fait à diminuer la puissance d'achat des salaires, à leur imposer un sacrifice, c'est-à-dire un recul sur les points acquis. » Il est tout de même piquant de trouver ces critiques sous la plume des champions de l'arbitrage obligatoire, qui d'ailleurs n'ignorent pas les menaces de sanctions encourues par les militants qui, notamment au syndicat des Métaux, préconisent l'action directe devant ces faillites successives.

Quoi qu'il en soit, enregistrons ces symptômes comme une réaction salutaire contre la

carence gouvernementale, comme une marque de défiance contre la duplicité de la conciliation avec un adversaire qui conserve les principaux atouts dans son jeu.

La classe ouvrière possède, elle, un atout formidable : c'est la conscience de sa force, qui suffit à mettre à la raison les exploiteurs de tout acabit lorsqu'elle fait fi des conseils intégrés des politiciens.

La pause serait un recul tant que le patronat possède les moyens de « tourner » les revendications ouvrières et qu'il est appuyé en cela par la complicité gouvernementale.

Voilà ce que comprennent les ouvriers qui reconnaissent par là-même la nécessité de faire leurs affaires eux-mêmes et d'ouvrir par leur action directe à réaliser leurs aspirations.

A eux d'ouvrir la brèche en pénétrant le secteur commercial, en démontant pièce par pièce, tous les rouages de l'exploitation capitaliste, en appliquant un contrôle approprié, fruit de leur collaboration étroite et persévérente au sein de l'entreprise, qui leur permettra, en connaissance de cause, de forcer les résistances patronales.

Et puisque l'on parle à nouveau, dans les sphères dirigeantes de notre centrale syndicale, de nationalisation, voire d'exppropriation, pour quoi ceux de la base n'exigeraient-ils pas que l'on entreprenne sans tarder, dans les syndicats, de les initier à ce rôle de contrôle et de gestion de l'entreprise qu'ils ont le droit d'ambitionner pour un proche avenir ?

N. FAUCIER.

## Dans les boîtes et sur les chantiers

### LA GREVE DE LA CITAX

Où allons-nous ?

Où, camarades, où allons-nous ?

Lors de la réunion du 26 février des délégués de l'Inter-Clix, le secrétaire du Syndicat des Chauffeurs a conseillé aux délégués de ne pas s'opposer à ce que les camarades qui trouvent un emploi, le prennent, mais au contraire les a encouragés indirectement dans cette voie. A part quelques bons camarades responsables n'admettant pas un si parfait dégollement de Depollier, et essayant envers et contre tout, de faire comprendre « que cela ne va pas », ceux qui ont intérêt « à suivre les ordres d'en haut » font sans cesse appel à « la discipline » pour créer une diversion. D'autre part, en vue des prochaines élections pour le conseil syndical, et du bureau Depollier fait comprendre aux camarades « Bien disciplinés, qu'ils ne doivent pas s'écartez des chemins tout tracés dans lesquels on les engage. »

Si nous voulons que la loi du statut du taxi soit votée, qu'elle fasse rouvrir les portes de la Clix et rende leur travail aux 3 000 grévistes sont sabotées. Les bâtimenants de l'Exposition travailleurs par des articles de « La Vie ouvrière », par des discours de Blum ont accepté de faire des heures supplémentaires et les dispôs fascistes sont prêts à faire le reste.

Les leçons des grèves de juin sont encore présentes à nos mémoires, elles prouvent que pendant le mouvement sous l'impulsion de tous les travailleurs les pouvoirs publics et le grand patronat furent obligés de reculer et de nous accorder au compte-goutte, nos justes revendications par la suite, par l'inaction des élus ; sous les attaques répétées de nos adversaires fascistes et patrons, nos avantages sont tous les jours rognés et asséchés de bavardages.

Camarades, il faut passer à l'action ; les ouvriers conscients ne doivent compter que sur eux ; asséchés de bavardages.

Les leçons des grèves de juin sont encore présentes à nos mémoires, elles prouvent que pendant le mouvement sous l'impulsion de tous les travailleurs les pouvoirs publics et le grand patronat furent obligés de reculer et de nous accorder au compte-goutte, nos justes revendications par la suite, par l'inaction des élus ; sous les attaques répétées de nos adversaires fascistes et patrons, nos avantages sont tous les jours rognés et asséchés de bavardages.

Pour une action révolutionnaire.

Formons nos milices antifascistes d'usines.

Le groupe anarchiste de chez Carnaud.

CHEZ ERICSSON ET THOMSON

Voici une motion qui a été adoptée en assemblée générale qui groupait près de 500 meneurs de cette maison :

La vie ayant augmenté de 20 % au 1<sup>er</sup> janvier 1937 et ayant dépassé les 30 000 à l'heure actuelle et de ce fait, le pouvoir d'achat des tra-

vailleurs diminuant constamment, l'application de l'échelle mobile devient nécessaire dès maintenant. Pour obtenir ce résultat, l'action de la classe ouvrière doit être générale : nous demandons à la C.G.T. d'organiser une manifestation monstre devant le Sénat, qui est le plus hostile à cette réforme et si le faut, de décreté la grève générale.

Nous demandons à l'usine et à la C.G.T. de la téléphonie d'organiser une réunion générale pour prendre position à ce sujet et de transmettre leur décision au syndicat.

### AUX MINES D'ALES

Quand donc les travailleurs comprendront-ils leur devoir de classe

Après les métallurgistes, dans leur dernière grève, victimes de l'arbitrage obligatoire, voici les mineurs qui bénéficient des nouvelles lois, sans disant en leur faveur. Cadeau qui leur a été offert par les parlementaires du Front Populaire.

Pour les mineurs, cela consiste à une dérogation sur les 40 heures, c'est-à-dire qu'ils devront, après avoir fait moins le mois de février, deux journées supplémentaires, accepter deux autres journées pour le mois de mars.

Dérogation qui a été acceptée dans une réunion par les représentants patronaux et les représentants des mineurs.

Démission dont les mineurs n'ont jamais eu connaissance que devant le fait accomplit et dont il n'a jamais été question dans une assemblée générale.

Aussi, à la réunion du 28 février, cela n'a pas tout seul, car la majorité des mineurs se refuse à faire les deux journées du mois de mars. Ce qui amène de la part d'un membre du bureau, la réplique suivante : Que si réellement les mineurs se refusent à accomplir ces deux journées de travail, la Compagnie des Mines était dans son droit de les y obliger.

Pas mal de la part d'un de ceux à qui les mineurs ont fait confiance pour les représenter.

LAVAUR.

## DANS LES SYNDICATS

### DANS L'HABILLEMENT

Les quarante heures et le préjugé « petit patron »

Nous n'entendons pas souvent parler de la date où les quarante heures, seront enfin mises en application dans notre confection.

Les « nacos » qui dirigent le syndicat, se montrent là, comme dans tout ce qui s'est passé, depuis un an, des incapables.

Avec des milliers de syndiqués comme il y en a sur la place, ils s'amusent à aller faire la queue chez le ministre, Dormoy, et s'en rapportent à sa parole.

Il y a pourtant un moyen beaucoup plus simple et qui trancherait la question d'une façon plus rapide : ce serait de recommander la fermeture des magasins et des ateliers, en se dispensant de l'avis du ministre.

Mais voilà on est Front populaire ou on n'est pas et si on l'est, il ne faut pas faire de peine même légère à M. Léon Blum.

Mais il y a un argument qui nous a été présenté, et qui serait la cause du retard de l'application ; il s'agit en l'occurrence du patronat.

Il paraît que ce serait pour eux la

ruine car n'ayant pas les reins assez solides, pour résister au choc ils seraient certainement dans l'obligation de fermer leurs baraqués.

Est-il possible que des dirigeants de syndicats ouvriers puissent prendre en considération un aussi piètre boniment ?

Il est vrai qu'ils sont avant tout, des hommes d'ordre de leur parti, lequel a misé sur les classes moyennes, et veut le bonheur du petit commerce.

Il y a là un sophisme qu'il nous apparaît de dénoncer.

Qui donc pourra regretter la disparition des « petits patrons » ? Certainement pas ceux qui ont appris à les connaître à leurs dépens.

Exploiteurs ils le sont jusqu'au bout des ongles. Les normes de travail qu'ils imposent aux ouvriers ne ressemblent pas à celles élaborées par les organisations ouvrières ; et si un ouvrier ne s'y conforme pas il est immédiatement mis à la porte.

Il n'y a aucune raison pour les ménagers. Voilà ce que tous les syndiqués conscients doivent comprendre. Les lumineux qui dirigent actuellement le syndicat de l'habillement feraient bien de s'en inspirer.

</div